

## Commémoration du 16ème anniversaire du "martyr de la démocratie" au Burundi

PANA, 21/10/2009 Bujumbura, Burundi - Les Burundais ont commémoré mercredi dans le recueillement, le 16ème anniversaire de l'assassinat, à l'occasion d'un coup d'Etat militaire, de l'ancien président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye. L'illustre disparu repose depuis lors au palais du 1er novembre, dans le centre-ville de Bujumbura, où ont eu lieu, en guise de cérémonies commémoratives, des dépôts de gerbes de fleurs par des membres proches de sa famille, ceux du gouvernement et des représentants du corps diplomatique et consulaire, après une messe de requiem en sa mémoire à la cathédrale Regina Mundi de la capitale burundaise.

Le sanglant putsch, de la nuit du 20 au 21 octobre 1993, a également emporté une dizaine de ses proches collaborateurs, dont l'ancien président de l'Assemblée nationale, Pontien Karibwami, son ex-adjoint, Gilles Bimazubute, et d'autres piliers du régime, comme le directeur général de la documentation nationale (service présidentiel du renseignement) à l'époque des faits, Richard Ndikumwami. Le candidat du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) avait pourtant gagné sans équivoque la présidentielle de 1993 sur un score de 64,79% des suffrages exprimés face au président sortant, Pierre Buyoya, de l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique, 32,47%) et un outsider d'obédience monarchiste, Pierre Claver Sendegeya (1,44%). Investi solennellement le 10 juillet 1993, le premier président hutu (ethnie majoritaire au Burundi) démocratiquement élu sera sauvagement assassiné par des bœufs rouges de l'armée dominante, à l'époque des faits, par la minorité tutsi, après seulement 102 jours de pouvoir. Un procès a eu lieu mais n'a permis à ce jour de punir que de simples exécutants du putsch, a-t-on encore déploré impuissant, mercredi, comme à chaque nouvel anniversaire, dans les rangs des compagnons de lutte de feu Ndadaye. Le coup de force aura pour autre conséquence dramatique des massacres à caractère ethnique ayant fait au moins entre 100.000 et 200.000 morts en trois mois de vacance du pouvoir, selon les estimations des Nations unies. Par ailleurs, le Burundi n'a pas encore fini de rapatrier les centaines de milliers de ses citoyens qui avaient fui l'extérieur et l'intérieur du pays l'insécurité générée par le coup d'Etat. En outre, il aura fallu 16 ans pour mettre fin à la guerre civile générée par le coup d'Etat à la faveur d'une série de signatures d'accords de cessez-le-feu entre différents régimes se sont succédés dans le pays et sept rébellions qui ont, entre temps, pris les armes pour rétablir la démocratie et la justice pour tous au Burundi. Le retour à une vie démocratique presque normale a eu lieu en 2005 suite aux premières élections générales post-conflit qui ont souri au conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, ancienne principale rébellion du pays), à peine sortie du maquis. Les secondes élections générales post-conflit sont prévues dans la première moitié de l'année 2010.